



Ruines du World Trade Center après les attentats du 11 septembre 2001 à New York.

# Le prix du terrorisme

*Subhayu Bandyopadhyay, Todd Sandler et Javed Younas*

**Outre des coûts humains directs, le terrorisme peut entraîner d'innombrables problèmes économiques**

**L**ES NOUVELLES technologies ont fait baisser les coûts de transport et augmenter les flux commerciaux et financiers internationaux, favorisant ainsi la croissance économique mondiale. Mais elles ont aussi facilité la propagation du terrorisme entre les pays, dont les intérêts sont étroitement liés. Devenu une arme à très longue portée, le terrorisme peut provoquer des destructions massives et n'est plus un problème strictement local.

Ses effets directs peuvent être terrifiants : enlèvements, assassinats, sabotage de pipelines, attaques-suicides extrêmement meurtrières sur des marchés, dans des bus ou des restaurants, etc. Mais les dégâts ne se limitent pas aux pertes humaines et matérielles. Le préjudice indirect causé aux pays et aux économies peut être substantiel, car le terrorisme majore le coût des transactions économiques, par exemple quand les primes d'assurance augmentent ou qu'il faut renforcer les mesures de sécurité pour protéger des salariés ou des clients. Les attentats perpétrés au Yémen contre l'*USS Cole* en 2000 et le pétrolier français

*Limburg* en 2002 ont eu des effets dévastateurs sur le secteur maritime yéménite : la hausse de 300 % des primes d'assurance demandées aux transporteurs empruntant cette route a conduit les compagnies à contourner purement et simplement le pays (Enders et Sandler, 2012).

Notre article tente d'évaluer le fardeau économique du terrorisme. Il revêt de multiples formes, mais nous nous concentrons sur trois d'entre elles : les pertes de revenu et le freinage de la croissance au niveau national, l'impact sur l'investissement direct étranger et les différents effets sur le commerce mondial.

## **Interruptions de la production**

Les chercheurs en économie font un constat, sans doute assez logique : les grands pays riches aux économies diversifiées sont plus en mesure de pallier les effets du terrorisme que les petites économies pauvres et plus spécialisées.

Quand la production est perturbée dans un des secteurs d'activité d'une économie diversifiée, les ressources peuvent facilement être réaffectées ailleurs. En outre, les moyens plus importants et

efficaces dont disposent les pays riches pour combattre le terrorisme dissuadent probablement un certain nombre d'attaques.

Les petits pays en développement, dont l'économie est spécialisée dans une poignée de secteurs, n'ont pas nécessairement la même résistance. Les ressources comme le travail ou le capital peuvent être transférées du secteur touché vers des activités moins productives ou carrément quitter le pays. De plus, les pays en développement sont susceptibles de manquer de moyens antiterroristes spécialisés (matériel de surveillance, police ou armée avancée sur le plan technologique, etc.). La menace peut donc persister et effrayer les investisseurs potentiels. Dans ce contexte, une attaque terroriste risque donc d'entraîner des coûts macroéconomiques plus importants et durables qu'ailleurs.

Le montant des pertes liées aux attentats tragiques dont les États-Unis ont été victimes le 11 septembre 2001 est ainsi estimé à 80 milliards de dollars. Malgré tout, cela ne représente qu'une infime fraction (moins de 0,1 %) du PIB américain, qui s'élevait à près de 10.600 milliards en 2001. De même, l'étude de Blomberg, Hess et Orphanides (2004) concernant 177 pays a conclu aux effets en moyenne relativement modestes du terrorisme international entre 1968 et 2000, puisque la croissance du PIB par habitant n'en a été amputée que de 0,048 % par an.

Les petits pays, en revanche, paient un tribut plus lourd. En Colombie et en Israël, par exemple, le terrorisme a occasionné bien plus de dégâts. Au pays basque, il a coûté plus de 10 % du PIB par habitant à la période la plus critique, entre le milieu des années 70 et le milieu des années 90 (Abadie et Gardeazabal, 2003). En outre, l'impact diffère selon les pays et leur stade de développement. Gaibulloev et Sandler (2009) ont réparti un échantillon de 42 pays asiatiques en 7 pays développés et 35 pays en développement. D'après leurs estimations, le terrorisme n'a pas considérablement freiné la croissance dans ceux du premier groupe, tandis que chaque attaque supplémentaire (par million d'habitants) liée au terrorisme international faisait baisser le taux de croissance de l'économie en développement concernée d'environ 1,4 %. Ces constats confirment l'hypothèse que les petits pays en développement sont économiquement plus vulnérables au terrorisme que les pays plus riches ayant une économie diversifiée.

### Dissuasion de l'investissement

L'intensification du terrorisme dans une région donnée tend à peser sur le rendement attendu du capital investi et à déplacer l'investissement ailleurs. Le pays touché voit alors diminuer son stock de capital productif et l'afflux de technologies améliorant la productivité.

Entre le milieu des années 70 et 1991, par exemple, les actes terroristes ont fait baisser l'investissement direct étranger (IDE) de respectivement 13,5 % et 11,9 % en Espagne et en Grèce (Enders et Sandler, 1996). En fait, la perte de ressources productives liée au terrorisme peut être largement plus importante que la perte mesurée initialement si des investisseurs étrangers potentiels se reportent sur d'autres destinations présumées moins risquées. Abadie et Gardeazabal (2008) ont montré qu'une augmentation relativement minime des risques perçus peut se traduire par une baisse démesurée du stock net d'IDE et causer des dégâts économiques substantiels. En analysant le cas de 78 pays en développement entre 1984 et 2008 (Bandyopadhyay, Sandler et Younas,

2014), nous avons constaté que, en moyenne, une progression assez négligeable du terrorisme intérieur (nombre d'actes pour 100.000 personnes) faisait fortement reculer l'IDE net. On observe une contraction aussi forte de l'investissement net quand l'attaque vient de l'étranger ou concerne des étrangers ou des actifs étrangers dans le pays cible. Nous avons aussi constaté qu'un gonflement des flux d'aide publique pouvait notablement compenser la perte d'IDE : peut-être le renforcement de l'aide permet-il aux pays bénéficiaires d'investir dans une lutte antiterroriste plus efficace?

La plupart des pays où le développement du terrorisme intérieur ou international a été supérieur à la moyenne de 1970 à 2011 ont reçu moins d'IDE ou d'aide étrangère que la moyenne des 122 pays de l'échantillon (voir tableau). Il est difficile d'évaluer la relation de causalité, mais le tableau semble indiquer un lien troublant entre terrorisme et recul de l'aide et de l'investissement étranger, deux éléments cruciaux pour les pays en développement.

### Effets délétères du terrorisme

Dans la plupart des pays où le nombre d'actes terroristes est supérieur à la moyenne, le niveau de l'investissement direct étranger (IDE) et de l'aide est plus bas.

	Actes de terrorisme intérieur	Acte de terrorisme international	IDE (en % du PIB)	Aide (en % du PIB)
Algérie	27,17	2,93	0,76	0,60
Angola	*	1,74	6,57	3,32
Argentine	10,31	5,79	1,48	0,06
Bangladesh	10,67	*	0,28	4,35
Brésil	*	1,88	1,64	0,07
Cambodge	*	1,79	5,41	11,49
Chili	42,38	5,67	4,03	0,19
Colombie	101,31	23,10	1,88	0,45
Équateur	*	1,38	1,17	0,73
Égypte	10,21	*	2,55	5,70
El Salvador	72,31	6,33	1,95	2,52
Éthiopie	*	1,52	1,95	10,16
Guatemala	24,60	7,74	1,43	1,39
Honduras	*	2,07	2,52	6,17
Inde	92,33	8,10	0,62	0,65
Indonésie	*	1,38	0,76	1,34
Iran	8,76	2,86	0,52	0,08
Israël	24,95	2,10	1,74	3,48
Liban	12,69	14,52	11,58	2,47
Mexique	*	3,26	1,79	0,06
Nicaragua	17,98	2,66	2,41	11,37
Nigéria	*	2,00	2,71	0,84
Pakistan	61,17	7,10	0,79	2,81
Pérou	110,57	8,79	1,92	0,91
Philippines	40,26	8,05	1,06	1,22
Afrique du Sud	32,34	*	0,76	0,32
Sri Lanka	32,36	2,90	0,88	4,96
Soudan	*	1,52	2,61	4,60
Thaïlande	22,17	1,43	2,12	0,59
Turquie	40,55	6,50	0,72	0,37
Venezuela	*	1,90	1,00	0,04
Yémen	*	1,67	1,37	3,52
<b>Moyenne sur 122 pays</b>	<b>7,51</b>	<b>1,38</b>	<b>2,90</b>	<b>6,74</b>

Source : calculs des auteurs.

Note : Les données se rapportent au nombre moyen d'actes terroristes, au niveau moyen de l'IDE et au montant moyen de l'aide étrangère par an de 1970 à 2011. Un astérisque indique un nombre d'actes terroristes inférieur à la moyenne des 122 pays en développement de l'échantillon total. Certains pays n'y figurent pas en raison d'un contexte de guerre ou d'un manque de données. Investissement étranger direct : contrôle d'une entreprise par une entité étrangère, à distinguer du simple investissement de portefeuille. L'aide englobe l'assistance bilatérale et multilatérale.



On considère généralement qu'il est plus risqué de faire du commerce avec un pays touché par le terrorisme, d'où une hausse des coûts de transaction et une baisse tendancielle des échanges. Après les attentats du 11 septembre à New York et Washington,

par exemple, la frontière américano-canadienne a été provisoirement fermée, empêchant la circulation des camions durant une période prolongée. Nitsch et Schumacher (2004) ont étudié un échantillon de 200 pays entre 1960 et 1993 et fait le constat suivant : quand le nombre d'actes terroristes perpétrés dans deux pays qui commercent entre eux double en un an, leurs échanges diminuent d'environ 4 % la même année. En outre, quand l'un des deux partenaires commerciaux est victime d'au moins une attaque terroriste, le niveau de leurs échanges n'atteint plus que 91 % de ce qu'il serait sinon. Selon Blomberg et Hess (2006), le

## Les petits pays en développement sont économiquement plus vulnérables au terrorisme que les pays plus riches ayant une économie diversifiée.

terrorisme et d'autres conflits internes et externes entravent autant les échanges qu'un droit de douane de 30 %. Plus précisément, ils ont constaté que tout partenaire commercial victime de terrorisme voyait son commerce bilatéral régresser de près de 4 %.

Pendant, les effets sur le commerce mesurés par Egger et Gassebner (2015) sont moins significatifs. Ils sont rares, voire nuls, à court terme et plus importants à moyen terme (« plus d'un an et demi après une attaque/un acte terroriste »). Si l'on excepte l'effet sur les coûts de transaction, Bandyopadhyay et Sandler (2014b) ont constaté que les échanges commerciaux ne diminuaient pas forcément quand une réaffectation des ressources était possible. Si le terrorisme a des effets négatifs disproportionnés sur une ressource productive (la terre, par exemple) par rapport à une autre (le travail), les ressources peuvent être orientées sur le secteur à forte intensité de main-d'œuvre. Dans un pays exportateur de biens à forte intensité de main-d'œuvre (textiles, par exemple), le terrorisme pourrait de fait se traduire par une hausse de la production et des exportations. Autrement dit, il peut freiner les échanges d'un produit en particulier, en majorant les coûts de transaction, tout en pouvant au final soit doper, soit restreindre le commerce global. Ces constatations empiriques et théoriques apparemment contradictoires ouvrent de vastes perspectives pour de prochaines études.

Les conséquences du terrorisme vont clairement au-delà des pertes humaines, matérielles et économiques évoquées ici. Le terrorisme influe aussi sur l'immigration et la politique d'immigration. Les gains et les pertes traditionnellement liés aux mouvements de main-d'œuvre internationaux peuvent être amplifiés par les considérations de sécurité nationale propres à toute riposte gouvernementale au terrorisme.

Une étude récente de Bandyopadhyay et Sandler (2014a) s'est ainsi intéressée au cas d'une organisation terroriste implantée dans un pays en développement. Elle a montré que la politique d'immigration du pays développé visé par le groupe terroriste peut contribuer de manière décisive à contenir le terrorisme international. Les frappes terroristes contre des pays développés bien protégés tendent à nécessiter davantage de compétences : de telles attaques ne peuvent être planifiées et menées à bien que par des terroristes relativement qualifiés. Les politiques d'immigration attirant une main-d'œuvre très qualifiée dans les pays développés peuvent tarir le vivier de recrues terroristes chevronnées et faire reculer le terrorisme international. ■

*Subhayu Bandyopadhyay est chargé de recherches à la Banque fédérale de réserve de Saint Louis et associé de recherché à l'IZA, à Bonn, en Allemagne. Todd Sandler est professeur d'économie et d'économie politique titulaire de la chaire Vibhooti Shukla de l'université du Texas, à Dallas. Javed Younas est maître de conférences à l'Université américaine de Sharjah, aux Émirats arabes unis. Les auteurs s'expriment en leur seul nom, cet article ne reflète pas nécessairement l'opinion de la Banque fédérale de réserve de Saint Louis ou du Système fédéral de réserve.*

### Bibliographie :

- Abadie, Alberto, and Javier Gardeazabal, 2003, "The Economic Costs of Conflict: A Case Study of the Basque Country," *American Economic Review*, Vol. 93, No. 1, p. 113-32.
- , 2008, "Terrorism and the World Economy," *European Economic Review*, Vol. 52, No. 1, p. 1-27.
- Bandyopadhyay, Subhayu, and Todd Sandler, 2014a, "Immigration Policy and Counterterrorism," *Journal of Public Economics*, Vol. 110, p. 112-23.
- , 2014b, "The Effects of Terrorism on Trade: A Factor Supply Analysis," *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, Vol. 96, No. 2, p. 229-41.
- , and Javed Younas, 2014, "Foreign Direct Investment, Aid, and Terrorism," *Oxford Economic Papers*, Vol. 66, No. 1, p. 25-50.
- Blomberg, S. Brock, and Gregory D. Hess, 2006, "How Much Does Violence Tax Trade?" *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 88, No. 4, p. 599-612.
- , and Athanasios Orphanides, 2004, "The Macroeconomic Consequences of Terrorism," *Journal of Monetary Economics*, Vol. 51, No. 5, p. 1007-32.
- Egger, Peter, and Martin Gassebner, 2015, "International Terrorism As a Trade Impediment?" *Oxford Economic Papers*, Vol. 67, No. 1, p. 42-62.
- Enders, Walter, and Todd Sandler, 1996, "Terrorism and Foreign Direct Investment in Spain and Greece," *Kyklos*, Vol. 49, No. 3, p. 331-52.
- , 2012, *The Political Economy of Terrorism* (New York: Cambridge University Press, 2nd ed.).
- Gaibullov, Khusrav, and Todd Sandler, 2009, "The Impact of Terrorism and Conflicts on Growth in Asia," *Economics and Politics*, Vol. 21, No. 3, p. 359-83.
- Nitsch, Volker, and Dieter Schumacher, 2004, "Terrorism and International Trade: An Empirical Investigation," *European Journal of Political Economy*, Vol. 20, No. 2, p. 423-33.